

nouveau Code de l'urbanisme en limitant l'absolue nécessité à celles situées dans les champs de visibilité des monuments historiques, dans les secteurs sauvegardés, dans les sites classés ou inscrits,

.... Considérant que les communes peuvent toutefois soumettre les clôtures à déclaration préalable sur tout ou partie de leur territoire, notamment pour protéger ou mettre en valeur un bien particulier ou un ensemble d'éléments paysagers,

Considérant que le plan d'occupation des sols (POS) approuvé le 10 mai 2001 comporte un important volet paysager, qui met l'accent sur les clôtures comme élément essentiel du paysage des quartiers de la commune,

Considérant que si la réglementation évolue dans le cadre du dossier de modification du POS en cours, notamment la hauteur des clôtures pour des questions de sécurité, les principes de transparence paysagère sont réaffirmés dans ce dossier,

A l'unanimité,

DELIBERE

DECIDE d'instituer le régime de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal pour les clôtures, autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière.

Et ont, les membres présents, signé au registre.



CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE
LE DÉPUTÉ MAIRE

le 26/11/2007

Pour le Maire,
Le Directeur Général Adjoint des Services, par délégation

Gérard LEFEUVRE

EN VERTU DE SA TRANSMISSION EN

Sous-Préfecture, le 26/11/2007

EN VERTU DE SA
PUBLICATION, LE 26/11/2007

